



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 07 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 21/01/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **SAUMUR AGGLOPROPRETE - Déchetterie de Doué la Fontaine**

ZI de la Saulaie  
BP 90115  
49700 Doué-En-Anjou

**Références :** EC-2025-52-INSP-Saumur Agglopropreté-Doué la Fontaine-RAP

**Code AIOT :** 0006302524

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement SAUMUR AGGLOPROPRETE - Déchetterie de Doué la Fontaine implanté La Haie Doué la Fontaine 49700 Doué-en-Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAUMUR AGGLOPROPRETE - Déchetterie de Doué la Fontaine
- La Haie Doué la Fontaine 49700 Doué-en-Anjou
- Code AIOT : 0006302524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation D3-94-n°204 du 15 mars 1994, complété par l'arrêté préfectoral DIDD-2011-n°400 du 2 septembre 2011 et le donner acte du bénéfice de l'antériorité du 14 mars 2013 pour les rubriques 2710.1.a et 2710.2.a.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 31.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 5.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 2.3.2	Sans objet
2	Prévention de la pollution de l'eau et des sols	Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 3.1.3	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 5.1.2	Sans objet
6	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 5.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous 3 mois de :

- nettoyer le bassin de rétention et contrôler son étanchéité ;
- procéder à de nouvelles analyses des rejets aqueux ;
- envoyer les résultats à l'inspection ;
- procéder à un exercice incendie tel qu'indiqué dans l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circulation des usagers et des véhicules
<b>Prescription contrôlée :</b>  .../... Les installations sont conçues pour qu'à l'intérieur de l'enceinte, les zones de circulation réservées aux usagers et celles réservées à la circulation des poids lourds soient distinctes. .../...
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées constate que : - les véhicules (voitures et poids lourds) entrent par le portail d'entrée et passent par les bas de quais ; - les voitures montent une rampe pour accéder aux quais en hauteur ; - les poids lourds restent en bas et contournent les quais de chargement pour ressortir de la déchetterie ; - les poids lourds ne roulent pas dans la zone piétonne en haut de quais.

**Observation :**

L'exploitant pourrait utilement effectuer un marquage au sol le long des bâtiments en haut de quais pour matérialiser une zone de circulation piéton.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Prévention de la pollution de l'eau et des sols**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 3.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réseaux de collecte

**Prescription contrôlée :**

.../...

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée d'eaux pluviales ou de ruissellement en provenance de l'extérieur et l'accumulation d'eaux pluviales à l'intérieur de la déchetterie.

.../...

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que :

- un caniveau collectant les eaux de ruissellement (eaux qui vont vers un bassin de rétention) est présent sur plan le long de la voie d'accès en bas de quais sur la bordure Est de la parcelle ;
- ce caniveau n'est pas visible et semble comblé par des feuilles et de la terre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande, sous 1 mois, à l'exploitant de :

- dégager le caniveau et de vérifier les regards et avaloirs présents sur le plan des réseaux ;
- envoyer les photos montrant ces zones dégagées.

**L'exploitant a dégagé ce caniveau après la visite d'inspection et a envoyé les photos correspondantes.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 3.1.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites avant rejet

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne font pas l'objet d'une dilution avec des eaux non polluées avant d'avoir été traitées. A la sortie des dispositifs de traitement, les eaux pluviales des zones imperméabilisées seront conformes aux paramètres suivants :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- MES &lt; 100 mg/l ;</li> <li>- Hydrocarbures totaux : &lt; 10 mg/l.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les prélèvements ont été effectués le 9 octobre 2024 et analysés le 10 octobre 2024 (rapport d'analyse AR-24-FP-038051-01 du laboratoire Eurofins) ;</li> <li>- les résultats d'analyse pour les Matières En Suspension (MES) donnent une valeur de 350 mg/l pour un maximum de 100 mg/l ;</li> <li>- les résultats d'analyse pour les Hydrocarbures totaux sont donnés sous réserve, sans accréditation ;</li> <li>- les résultats d'analyse pour le Chrome VI sont donnés sous réserve, sans accréditation ;</li> <li>- les résultats d'analyse pour les métaux totaux sont donnés sans accréditation.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées constate également que le bassin de rétention des eaux de ruissellement est couvert de lentilles vertes (voir photo).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande, sous 3 mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nettoyer le bassin de rétention et de contrôler son étanchéité ;</li> <li>- procéder à de nouvelles analyses ;</li> <li>- envoyer les résultats à l'inspection.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Prévention des risques technologiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 5.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations doivent être dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'au moins un poteau incendie normalisé (norme NFS 61.213) et capable de débiter 60 m³/h ;</li> <li>- d'extincteurs répartis sur le site, visibles, accessibles (en période d'ouverture) et appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li> <li>- de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour la mise à jour du plan d'urgence incendie en liaison avec les services d'incendie et de secours.</p>

Le matériel de secours doit être entretenu et vérifié au moins une fois par an par des personnes qualifiées.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que :

- le poteau incendie n°5189 présent sur site (voir photo) a été contrôlé le 14 avril 2022 avec un débit mesuré de 69 m<sup>3</sup>/h ;
- les extincteurs ont été contrôlés le 9 février 2024.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial) impose :

*"Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024.*

*Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans."*

L'exploitant déclare ne pas avoir réalisé d'exercice incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser un exercice incendie (Arrêté Ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial)).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Prévention des risques technologiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 5.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant la conduite à tenir, dont en cas d'incendie, doivent être établies et éventuellement affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et, le cas échéant, le public.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les précautions à prendre pour la manipulation des déchets dangereux ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, et des services d'incendie et de secours ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accueil et le guidage des secours en cas d'incendie ;</li> <li>- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde des personnes en cas d'incendie ;</li> <li>- le fonctionnement du bassin tampon des eaux de ruissellement et les modalités de fermeture de la vanne située en aval en cas de besoin.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes sont rédigées et affichées ;</li> <li>- les coordonnées des secours et personnes à prévenir sont affichées ;</li> <li>- la procédure d'extinction de la pompe de relevage pour retenir les eaux d'extinction est affichée.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

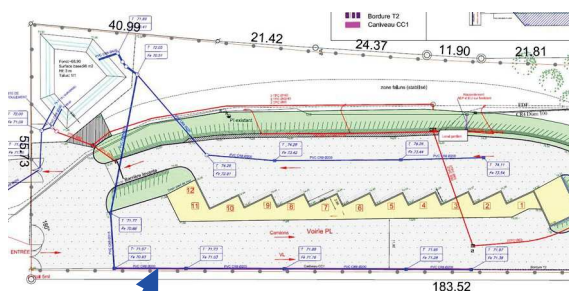
#### N° 6 : Infrastructures et installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/09/2011, article 5.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que les installations ont été vérifiées le 18 janvier 2024.</p> <p>Le 21 février 2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification périodique du 10 janvier 2025.</p> <p>Ce rapport ne mentionne aucune observation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection n'a pas d'observations et rappelle à l'exploitant qu'en cas d'observations, un suivi de ces dernières devra être réalisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N°2 : Prévention de la pollution de l'eau et des sols



plan des réseaux

Emplacement théorique du  
caniveau



voie entrée bas de quais



caniveau dégagé côté sud



caniveau dégagé coté nord



N°3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques



Bassin de rétention couvert de lentilles d'eau

N°4 : Prévention des risques technologiques



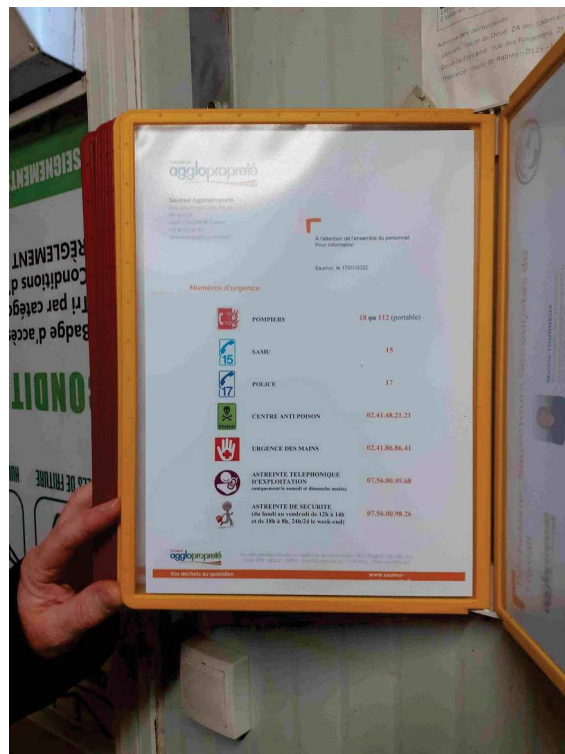
Poteau incendie dans l'enceinte ICPE



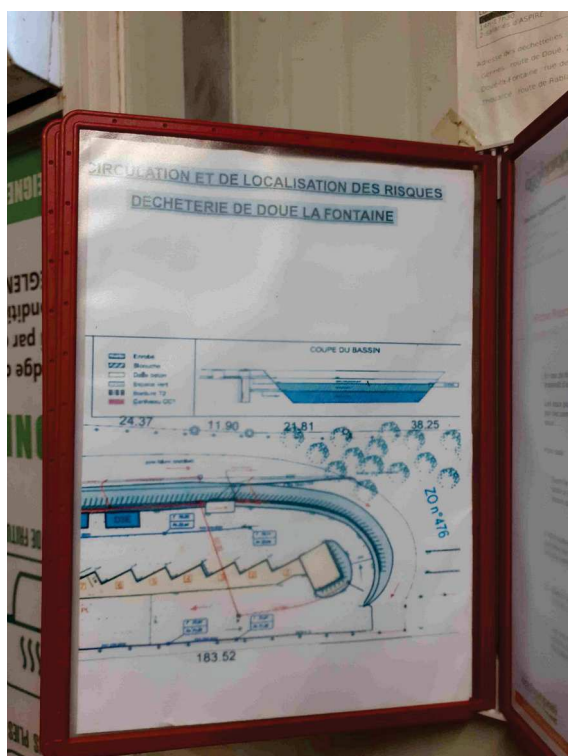
## N°5 : Prévention des risques technologiques



consignes



consignes de secours



consignes plan de circulation



consignes coupure pompe de relevage



*panneau de contrôle pompe de relevage*